

Nouvelles de Bruxelles

Publié le 26 juin 2019

Présidence des institutions, Brexit, agenda stratégique 2019-2024, plan Juncker, UE-Vietnam, multilatéralisme, Union de l'énergie...

Présidence des institutions : décision reportée au 30 juin

Les 20-21 juin, les vingt-huit chefs d'Etat et de gouvernement ne sont pas parvenus à un accord sur les nominations des présidences de la Commission, du Conseil, du Parlement et du Haut représentant pour les affaires extérieures. Une réunion conclusive sur le sujet est prévue le 30 juin.

Brexit : pour les Européens l'accord de retrait n'est pas renégociable

Le 21 juin, le président du Conseil européen Donald Tusk a déclaré « Nous sommes ouverts à la discussion au sujet de la déclaration sur les futures relations entre le Royaume-Uni et l'UE [...] mais l'accord de retrait n'est pas ouvert à la renégociation. Nous attendons la nomination du nouveau Premier ministre britannique, nous attendons ensuite les décisions, les nouvelles propositions du gouvernement britannique. Mais notre position reste inchangée ». Accord ou pas, le Brexit doit intervenir le 1er novembre.

Le Conseil européen adopte son agenda stratégique 2019-2024

Le 21 juin, les vingt-huit dirigeants ont adopté leur programme stratégique pour la période 2019-2024. Celui-ci s'articule autour de quatre priorités : protéger les citoyens et les libertés ; mettre en place une base économique solide et dynamique ; construire une Europe neutre pour le climat, verte, équitable et sociale ; promouvoir les intérêts et les valeurs de l'Europe sur la scène mondiale.

Plan Juncker : 410 milliards d'euros d'investissements mobilisés dans l'UE

Créé en 2015, le plan d'investissement pour l'Europe (plan Juncker) vise à renforcer les investissements européens. En juin 2019, les accords approuvés dans ce cadre totalisent 75 milliards d'euros et concernent des projets répartis dans les vingt-huit pays. 952 000 jeunes pousses et PME devraient ainsi bénéficier d'un meilleur accès au financement. Les financements approuvés devraient générer 410 milliards d'investissements supplémentaires. Les financements approuvés pour la France s'élèvent à 13,3 milliards et devraient générer plus de 69 milliards d'investissements supplémentaires.

UE-Vietnam : signature des accords de commerce et d'investissement

Le 25 juin, les ministres du Commerce de l'UE ont approuvé les accords de commerce et d'investissement entre l'UE et le Vietnam. Les accords devront obtenir l'aval du Parlement européen. L'accord de protection des investissements devra aussi être ratifié par les Parlements nationaux. Les échanges commerciaux avec le Vietnam s'élèvent à 49,3 milliards d'euros pour les biens et plus de 3 milliards pour les services. Le stock d'investissement de l'UE au Vietnam était de 6 milliards en 2017.

Multilatéralisme : les ministres des Affaires étrangères et de la Défense adoptent des conclusions

Le 17 juin, les ministres ont adopté des conclusions sur l'action de l'UE en vue de renforcer le multilatéralisme autour de trois axes : veiller au respect des normes et accords internationaux, étendre le multilatéralisme aux nouvelles réalités mondiales, et adapter les organisations multilatérales à la finalité visée.

Union de l'énergie : les ministres adoptent des priorités pour les systèmes énergétiques

Le 25 juin, les vingt-huit ministres de l'Energie ont adopté des conclusions sur le futur des systèmes énergétiques

dans le cadre de l'Union de l'énergie. Elles identifient les priorités et principes pour les futures décisions politiques visant à assurer la transition vers un système énergétique abordable, sûr, compétitif, sécurisé et durable. Elles proposent de promouvoir : le développement de réseaux d'énergie fiables et rentables, le développement et le déploiement de technologies innovantes et le couplage et l'intégration des secteurs.